

Ces « digital natives », naufragés ignorés du monde numérique

De nombreux « enfants du numérique » sont en réalité au bord de « l'illectronisme », porte d'entrée de l'exclusion sociale dans un monde voué à la dématérialisation. On a cru que leurs compétences étaient innées. Il faut en réalité, d'urgence, les remettre à flot.

PHILIPPE LALOUX

On dit d'eux qu'ils sont nés avec une souris à la main. Raté. « Ce sont juste de bons utilisateurs de réseaux sociaux, point barre. » Chaque année, Véronique De Leener et son ASBL Maks forment des centaines de jeunes de Cureghem et d'Anderlecht à la programmation informatique. Des magiciens du smartphone et des filtres Snapchat. Mais des naufragés du monde numérique. « Premièrement, ils n'ont pas d'ordinateur », pointe la spécialiste. « Ensuite, ils ne maîtrisent pas les outils comme Word, Power Point ou Excel. Ils sont incapables d'utiliser un moteur de recherche ou de remplir un formulaire en ligne. L'école ne leur apprend plus tout cela, car les profs partent du principe que les jeunes savent. Et comme, depuis le covid, plus rien ne se fait sans le digital, les jeunes sont complètement à côté de la plaque. »

Une fois formés, ces jeunes enseignent à leur tour la programmation à d'autres jeunes du quartier. « De quoi gagner un peu de sous et mettre quelque chose sur leur CV », relève la directrice de cette association aux allures d'école de vie. « Mais en même temps, on leur apprend toute une série de compétences : produire quelque chose, être acteur du digital et ne plus le subir. Ils deviennent maîtres de l'ordinateur, et pas l'inverse. »

Ultra-connectés, mais...

La galère numérique, ce n'est donc pas qu'un « truc de vieux », comme le glisseraient crûment les mauvaises langues. Le dernier Baromètre de l'inclusion numérique de la Fondation Roi Baudouin est d'ailleurs sans appel : en 2021, près d'un Belge sur deux était en situation de vulnérabilité (46 % des 16-74 ans, soit 3,5 millions de personnes). Ils n'étaient « que » un sur trois en 2019. Les plus de 55 ans, les femmes, surtout. Mais aussi les jeunes.

La génération Z (née entre 1997 et 2010, soit en pleine explosion du web) est certes ultra-connectée : 94 % possèdent un smartphone. Le revers de la médaille, c'est que près d'un internaute sur cinq ne dispose que d'un smartphone. « Ce qui signifie qu'ils n'ont pas accès à des outils informatiques plus sophistiqués, permettant par exemple de créer un CV ou d'effectuer des démarches administratives en ligne », relevait Laura Faure (UCLouvain) lors de la présentation du Baromètre, le 27 septembre. En clair, la digitalisation de la société n'a pas entraîné une amélioration généralisée des compétences numériques. Au contraire, les inégalités se sont creusées. En France aussi, près de 30 % des 15-29 ans se déclarent incompetents en matière d'administration numérique.

« Les "digital natives", c'est un mythe », renchérit Rachid Zerrouki, dit « Rachid l'insti ». La star de Twitter, avec ses 78.000 abonnés, sait de quoi il parle : enseignant dans une école

pour élèves en difficulté à Marseille, il a aussi dénoncé, dans un essai (*Les décrochés*, Robert Laffont, 2022), ces 80.000 jeunes « décrochés » que l'école n'a pas su aider, « par incompetence, par manque de volonté ou d'ambition », dénonce-t-il. « Dans le cadre de ma formation de prof, on nous a fait lire *Petite poucette* du philosophe Michel Serres. On y présentait cette idée que la nouvelle génération avait la capacité quasiment innée à aller chercher l'information par elle-même. Michel Serres nous invitait donc à redéfinir le cadre de l'enseignement compte tenu de cette évolution générationnelle. Mais moi, dans le cadre de mon travail, je n'ai jamais observé cette évolution. Je suis confronté à des jeunes en souffrance devant un ordinateur. Le simple fait d'ouvrir un document dans un traitement de texte, d'aller sur Wikipédia, de confronter les sources, par exemple, ce sont des compétences numériques qui leur manquent cruellement. »

« Orienter les usages »

Tous les jeunes ? Non : les compétences numériques seraient en réalité socialement marquées. « Certaines populations favorisées seront sensibilisées à la capacité à faire de ces outils quelque

chose qui va permettre d'accroître leur capital culturel. D'autres seront plus sensibles au côté divertissement. » Exit, donc, l'utopie originelle du web d'en faire un espace public égalitaire, partagé, où les strates sociales se seraient effacées ? Selon le chercheur en sociologie de la communication Eric George, 72 % des utilisateurs d'internet en milieu ouvrier auraient un objectif de divertissement, contre 36 % seulement chez les cadres supérieurs. « Et donc, leur usage va se limiter à quelques applications, comme Snapchat ou TikTok. »

Faut-il pour autant abolir les réseaux sociaux ? « Surtout pas. Il faut orienter les usages, pas les interdire », tranche Rachid Zerrouki. « On a tort de croire que c'est inné. Il faut leur apprendre dès leur plus jeune âge. » C'est précisément ce que la société ne ferait pas, dénoncent aujourd'hui plusieurs experts et acteurs de terrain. Le Pacte d'excellence n'aurait pas, ou n'a pas pu, considérer cette matière comme un socle de compétences en tant que tel, au même titre que le français ou les mathématiques. « Le numérique et l'informatique nécessitent une pédagogie à part, pas transversale ou périphérique », appuie l'instituteur.

Résultat : lorsqu'ils débarquent dans

le monde de plus en plus dématérialisé du travail, de l'université, de la santé, de l'administration, ils sont largués. Au point, parfois, d'abdiquer totalement. Rédiger un mail, y attacher une pièce jointe, jongler d'une vidéoconférence à une autre, compléter une demande de bourse en ligne, etc., devient mission impossible.

« Une promesse d'exclusion »

Le phénomène des « abandonnistes », c'est-à-dire tous ceux qui délaissent totalement le web, gagne du terrain. La vitesse de développement des innovations technologiques, combinée à la lenteur du rythme d'acquisition des compétences chez certaines personnes, ne fait qu'empirer le phénomène, note d'ailleurs la Fondation Roi Baudouin. « Les seules populations qui s'en sortent sont celles qui ont acquis ces compétences », regrette Rachid Zerrouki. L'illectronisme, cet illettrisme du numérique, ne se contente pas d'être un obstacle empêchant la participation à la vie démocratique, « il est la promesse d'une exclusion sociale pure et simple. »

Yves Collard, formateur en éducation aux médias chez Média Animation et professeur invité à l'Itheas, partage la même analyse : « L'immaturation numérique n'est pas juste une question de capacité technique, mais une question d'origine socioculturelle. Il y a une partie de la population jeune qui est sans doute façonnée pour être à l'aise sur des interfaces intuitives, typiquement le smartphone, mais qui a oublié de maîtriser l'informatique de base, jusqu'à utiliser un simple clavier et une souris. » Mais aussi en maîtriser les codes socioculturels, comme ceux des réseaux sociaux. « Ce qui peut aussi amener à en être

Il y a une méfiance absolue par rapport au smartphone, notamment parce que cet outil est utilisé par les jeunes pour s'autonomiser de la culture officielle, adulte, parentale

Yves Collard
formateur en éducation aux médias

”

2,2 milliards

Pour la majorité des jeunes Belges, la fracture numérique ne relève pas d'un problème d'accès au web, mais de compétences. Ce n'est pas le cas dans le monde. D'après un rapport de l'Unicef, deux tiers des enfants et jeunes de 25 ans (2,2 milliards) n'ont pas accès à internet à la maison. De

plus, l'accès à internet est un marqueur d'inégalités supplémentaires. Des inégalités considérables sont observées entre les pays, les régions, les niveaux de richesse et les milieux urbains/ruraux. Ainsi, 58 % des ménages les plus riches disposent d'une connexion internet à la maison, contre seule-

ment 16 % pour les plus pauvres. Seulement 6 % des enfants et des jeunes issus des pays à faible revenu ont accès à internet, contre 87 % dans les pays à revenu élevé. Au plus fort de la pandémie, 90 % des élèves dans le monde ont été touchés par la fermeture des écoles, qui a laissé plus d'un tiers de ces écoliers sans accès à l'enseignement à distance. PH.L.

